

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20250314-14119-DE-1-1
Date de télétransmission : 24/03/2025
Date de réception préfecture : 24/03/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 14 MARS 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Madame ROSSIGNOL, Madame SAVESTE, Monsieur DUCONSEIL.

Excusés : Madame MENU qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Madame BRAS, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Madame ROSSIGNOL.
Monsieur GLORIAN.

Fixation des objectifs et indicateurs afférents à la détermination de la part variable de la rémunération du
Directeur général pour l'exercice 2025

Rapporteur : PRESIDENT

VU l'ordonnance n° 2007-137 du 1^{er} février 2007 relative aux Offices publics de l'habitat ;

VU le décret n° 2008-566 du 18 juin 2008 relatif à l'administration des Offices publics

de l'habitat ;

VU l'article R. 421-16 du Code de la construction et de l'habitation relatif aux compétences du Conseil d'administration ;

VU l'article R. 421-20 du Code de la construction et de l'habitation et notamment le III ;

VU l'article 3.2 du contrat de Monsieur Bruno FONTALIRAND, modifié par avenant dont le Conseil d'administration de céans a autorisé la signature.

CONSIDERANT que le Conseil d'administration est compétent pour définir les indicateurs et objectifs de la part variable de la rémunération du Directeur général.

CONSIDERANT que le Conseil d'administration ou le Bureau s'il en a reçu délégation approuve chaque année le montant de la part variable attribuée au Directeur général dont le montant ne peut excéder 15 % de la part forfaitaire de rémunération.

Il est proposé de fixer les objectifs afférents à la détermination de la part variable du Directeur général de la manière suivante :

1°) Critère du chiffre d'affaires

L'indicateur retenu est celui du total des produits locatifs prévu au budget 2025, qui s'établit à 181 millions d'euros.

Le poids de ce critère est de 60% de la part variable, soit 9 % de la rémunération. La valorisation du critère est la suivante :

- Valeur réalisée de l'indicateur $\leq 90\%$: valorisation égale à 0
- $90\% < \text{Valeur réalisée de l'indicateur} \leq 95\%$: valorisation égale à 75% + complément au prorata
- $95\% < \text{Valeur réalisée de l'indicateur} \leq 97\%$: valorisation au prorata
- $97\% < \text{Valeur réalisée de l'indicateur} \leq 100\%$: valorisation égale à 100%
- $100\% < \text{Valeur réalisée de l'indicateur} \leq 101\%$: valorisation égale à 100% + complément au prorata dans la limite de 30 %
- $101\% < \text{Valeur réalisée de l'indicateur}$: valorisation égale à 130 %

2°) Réduction de la vacance

L'indicateur retenu est celui du respect du calendrier annuel 2025 de mise en œuvre du plan de reconquête de la vacance du patrimoine de l'Office. L'indicateur se calcule sur base de la réduction effective du stock de logements vacants (hors vacance démolition) entre le 31/12/2024 et le 31/12/2025.

Le poids de ce critère est de 40% de la part variable, soit 6 % de la rémunération.

- Point de départ du niveau de performance : baisse de la vacance de 500

logements du 31/12/2024 au 31/12/2025 alors la performance est évaluée à 0%,

- Point d'arrivée du niveau de performance : baisse de la vacance de 650 logements, alors 100%,
- Pour un résultat situé entre ces deux bornes, le taux définitif de la performance sera calculé par interpolation linéaire.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ décident que pour l'exercice 2025 les objectifs et la méthode d'évaluation afférents à la détermination de la part variable de la rémunération du Directeur général sont définis tels qu'énoncés dans le présent rapport,
- ✓ décident que l'évaluation et l'approbation de la part variable attribuée au Directeur général est déléguée au Bureau du Conseil d'administration.

Décision adoptée à l'unanimité